



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des
Populations de Saône et Loire**

Service Santé Protection Animale et Environnement

Unité environnement et autres filières
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 MÂCON

MÂCON, le 20/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/24

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL élevage des Marais

Lieu-dit BARANZY

71160 LES GUERREAUX

Références : 2024-00513
Code AIOT : 0057100568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2024 sur le site d'élevage porcin situé au lieu-dit Baranzy, 71 160 LES GUERREAUX exploité par la SARL élevage des Marais. L'inspection a été réalisée de façon inopinée suite à la réception d'une plainte liée à la gestion des effluents de l'élevage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL élevage des Marais
- Lieu-dit Baranzy, 71160 LES GUERREAUX
- Code AIOT : 0057100568
- Régime : Autorisation (rubrique 3660 élevage intensif)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Activité encadrée au titre des ICPE par :

- Code de l'environnement, livre V titre 1^{er} ;
- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées sous les rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées ;
- Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 (au nom du GAEC de Villars, ancien exploitant) ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2012220-0005 du 7 août 2012 (au nom du GAEC de Villars, ancien exploitant) ;

Les principaux thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion des effluents d'élevage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Références réglementaires
3	Dispositions constructives bâtiment d'élevage	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 3-a, b, d
4	Ouvrage de stockage des effluents	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 3-e Arrêté ministériel du 27 décembre 2013, art 11-II et 23
6	Cahier d'épandage	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 4 Arrêté ministériel du 27 décembre 2013, art 37

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constat

L'inspection a essentiellement porté sur le stockage et la gestion des effluents de l'élevage porcin suite à la réception d'une plainte. Les bâtiments d'élevage ainsi que les ouvrages de stockage des effluents sont visuellement en bon état.

L'infiltration d'eau présente sous le bâtiment doit être réparée rapidement afin qu'il n'y ait plus de déversement d'eau potentiellement chargée de matière organique dans le milieu naturel.

Les fosses à lisier étaient relativement pleines lors de l'inspection. L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 15 février 2024 afin d'élargir le plan d'épandage du lisier et donc de sécuriser la reprise du lisier en intégrant d'autres repreneurs et d'autres parcelles. Ce plan d'épandage sera prochainement instruit par l'inspection et un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à la signature du Préfet de Saône et Loire. Cet arrêté sera également l'occasion de mettre à jour la situation administrative de l'installation et son mode d'élevage.

L'exploitant devra veiller à mentionner clairement sur les bordereaux de reprise de lisier le numéro d'îlot PAC ainsi que le numéro de l'îlot cultural pour les parcelles situées en zone vulnérable aux nitrates (Perrigny sur Loire et Saint Agnan) afin de pouvoir se référer au plan d'épandage défini.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 1, 2 et 11

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescriptions contrôlées :

Art 1^{er} : Le GAEC de Villars est autorisé, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté à exploiter sur le territoire de la commune des GUERREUX, lieu-dit Le Villars, une porcherie de 3 140 animaux équivalents porcs.

Art 2 :

Cet élevage porcin sera réalisé et exploité conformément à la déclaration, au dossier et aux prescriptions du présent arrêté. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

La capacité maximale de l'exploitation sera en présence simultanée de 3 140 animaux équivalents porcs : 234 porcs reproducteurs / 40 cochettes / 552 porcelets en post-sevrage / 2 288 porcs en engraissement.

L'exploitation se fera sur caillebotis avec bacs à lisier pour les truies allaitantes et les porcelets en post-sevrage.

Art 11 : Tout transfert des installations visées à l'article 1^{er} du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet avant réalisation d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant d'une nouvelle autorisation. Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois de prise de possession.

Constats :

L'inspection a été tenue informée par un porter à connaissance reçu le 13 février 2019 :

- de la reprise de l'installation par la SARL élevage des Marais ;
- de la modification du mode d'élevage désormais uniquement post-sevrage / engraissement comportant 2 650 emplacements pour les porcs à l'engraissement et 878 emplacements pour les porcelets en post-sevrage, soit 2 826 AEP.

Le jour de l'inspection, l'exploitant détaille l'effectif présent :

- 2 319 porcs à l'engraissement
 - 854 porcelets en post-sevrage
- soit 2 490 AEP.

L'effectif constaté est donc conforme à l'effectif autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N° 2 : Intégration dans l'environnement

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 7-i
- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013, art 6 et 7

Thème(s) : Intégration dans l'environnement

Prescriptions contrôlées :

AP art 7-i : Une haie constituée d'arbres à haute tige d'essences locales sera plantée en partie sud des deux fosses à lisier ainsi que sur le côté Sud et Sud-Est des bâtiments.

AM Art 6 : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

AM Art 7 : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Constats : Abords extérieurs bien entretenus et végétalisés. En contre-bas des bâtiments d'élevage présence d'une parcelle en dévers avec une mare. Le site d'élevage est peu visible par les tiers. Les fosses de stockage du lisier sont situées en contre-bas des bâtiments et sont masquées par la végétation (cf photo n°1).

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N° 3 : Disposition constructives bâtiment d'élevage

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 3-a, b, d

Thème(s) : Disposition constructives bâtiment d'élevage

Prescriptions contrôlées :

Tous les sols de la porcherie (couloir de circulation, aires de repos des animaux, etc.) toutes les installations d'évacuation (caniveaux, canalisation), toutes les fosses et stockage seront imperméables. A l'intérieur de ces bâtiments, le bas des murs, sur une hauteur d'un mètre au moins sera maintenu en parfait état d'étanchéité.

Toutes les eaux de lavage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes, toutes les eaux usées seront collectées, dirigées vers les fosses de stockage ou éventuellement les installations de traitement de la porcherie.

[...] A l'extérieur du bâtiment l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles ou effluents est interdit.

Constats : Intérieur des bâtiments bien entretenu.

L'exploitant informe l'inspection de la présence d'une infiltration d'eau sous le bâtiment et explique que celle-ci est évacuée via le réseau des effluents. Ce volume d'eau étant relativement conséquent, afin de ne pas augmenter le volume des effluents présents dans la fosse, en dehors des périodes de vidange des pré-fosses l'exploitant laisse s'écouler cette eau directement dans le milieu naturel (cf photo n° 2). Il est en effet constaté lors de la visite extérieure du site que la canalisation par laquelle s'écoule le lisier des pré-fosses vers la première fosse de stockage extérieure a été percée par l'exploitant pour faire s'écouler cette eau. Cette eau transitant par les canalisations d'acheminement du lisier, elle peut donc charrier de la matière organique.

Post-inspection, à l'aide d'une caméra (vu facture de location du 22 au 23/01/24) l'exploitant a pu vérifier l'état des canalisations et a pu localiser une zone d'infiltration d'eau au niveau de la sortie n°14. La réparation de cette canalisation est programmée sur la semaine 12 lorsque la salle d'engraissement sera vide.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Action corrective demandée à l'exploitant :

- Localiser les infiltrations d'eau au niveau des bâtiments d'élevage et procéder aux travaux

nécessaires pour assurer l'étanchéité des bâtiments.

Délai : 1 mois

N° 4 : Ouvrages de stockage des effluents

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 3-e

Arrêté ministériel du 27 décembre 2013, art 11-II et 23

Thème(s) : Ouvrages de stockage des effluents

Prescriptions contrôlées :

AP art 3-e : La capacité des ouvrages de stockage devra collecter la totalité des effluents produits par la porcherie en pleine production pendant au moins 6 mois. Leur trop plein est interdit.

AM art 11-II : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

AM art 23 :

I. Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

II. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.

[...]

III. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. (7,5 mois)

[...]

Constats :

Plan des réseaux présentés par l'exploitant incomplet, les deux fosses extérieures ne sont pas représentées ni le réseau aérien qui permet le déversement de la première fosse dans la seconde d'un volume plus important.

Présence sur l'installation de pré-fosses sous caillebotis (697 m³) ainsi que deux fosses extérieures couvertes de respectivement 534 et 1 809 m³.

La production maximale annuelle de lisier étant estimée à 4 659 m³, l'exploitant dispose de 7,8 mois de stockage sur le site.

Présence d'un drain en dessous de la plus grande fosse avec un regard qui permet de vérifier son étanchéité.

Les deux fosses à lisier étaient proches de leur contenance maximale le jour de l'inspection. L'exploitant informe l'inspection que les repreneurs, pourtant engagés par une convention de reprise n'honorent pas toujours leurs engagements (parfois en raison d'une météo défavorable) et que par conséquent, certaines années il est compliqué de vider intégralement les fosses avant la période automnale. Cette année l'exploitant a d'ailleurs informé l'inspection avoir valorisé une partie du lisier en méthanisation.

Afin de sécuriser la reprise du lisier, la SARL élevage des Marais a transmis un plan de portage à connaissance le 15/02/2024 pour élargir le plan d'épandage et intégrer de nouveaux repreneurs et de nouvelles parcelles. Ce plan de portage est en cours d'instruction par l'inspection et fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Action corrective demandée à l'exploitant :

Mettre à jour le plan des réseaux des effluents d'élevage faisant apparaître le réseau des pré-

fosses ainsi que les deux fosses extérieures et le réseau aérien qui les relie.

Délai : Dès réception du présent rapport

N° 5 : Plan d'épandage

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°2012220-0005 du 7 août 2012

- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013, art 26, 27-2 et 27-4

Thème(s) : Plan d'épandage

Prescriptions contrôlées :

Art 26 [...] L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités est soumis à la production d'un plan d'épandage dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. [...]

Art 27-2

a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :

- identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;
- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ;

b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :

- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;
- l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;
- les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
- les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ;
- les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
- les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;

c) Composition du plan d'épandage :

Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

d) Mise à jour du plan d'épandage :

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

Art 27-4 La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.

Constats :

La SARL élevage des Marais a repris intégralement le plan d'épandage établi par l'EARL cochons des îles en mars 2017. Les épandages sont réalisés sur des parcelles situées sur les communes de :

- Les Guerreaux
- Perrigny sur Loire (classée en zone vulnérable aux nitrates)
- Saint Agnan (classée en zone vulnérable aux nitrates)
- Neuvy Granchamp
- Chalmoux

En 2021, l'exploitant avait informé l'inspection que des parcelles avaient été rajoutées par rapport à ce plan initial ainsi que de nouveaux repreneurs. Une mise à jour du plan d'épandage ainsi que des conventions de reprises avait été demandée par l'inspection dans un délai de deux mois. Le plan d'épandage mis à jour n'est seulement parvenu à l'inspection que le 15/02/24 et est en cours d'instruction. Il fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N° 6 : Cahier d'épandage

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un élevage de porcs n°D2B2-00-4601 du 2 novembre 2000 art 4
- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013, art 37

Thème(s) : Cahier d'épandage

Prescriptions contrôlées :

AP art 4 : [...] Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement
- les dates d'épandage

les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues

- les parcelles réceptrices
- la nature des cultures
- le délai d'enfouissement
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe) [...]

AM art 37 : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que

défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;

3. Les dates d'épandage ;

4. La nature des cultures ;

5. Les rendements des cultures ;

6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;

7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;

8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

La SARL élevage des Marais ne dispose que de 3,32 ha de SAU en propre, l'intégralité du lisier est donc épandu sur des parcelles mises à disposition par d'autres agriculteurs.

Les fiches de reprise du lisier n'étaient pas disponibles le jour de l'inspection et ont été transmises par l'exploitant par mail post-inspection. L'exploitant informe l'inspection avoir des difficultés à obtenir les bordereaux contre-signés par les repreneurs et avoir les informations liées aux épandages réalisés.

D'après les bordereaux transmis, sur la dernière campagne culturale (sept 2022 / sept 2023) le lisier a été repris par les exploitants suivants : GAEC des Grands Bois (395 m³) / Cédric Gagnaud (360 m³) / Gilles Buisson (380 m³) / GAEC des Noyers (90 m³) / GAEC des Maréchaux (620 m³) et Sylvain Bidolet (551 m³).

Les fiches de reprises du lisier mentionnent bien le nom du repreneur, la date d'épandage ainsi que la quantité d'azote épandue (en U/ha). Par contre pour les parcelles hors zone vulnérable la référence de l'îlot PAC n'est pas toujours reportée, il en est de même pour les parcelles en zone vulnérable pour lesquelles la référence de l'îlot cultural n'est pas précisée (**Non conformité déjà relevée lors de la précédente inspection**).

De plus, il existe également des incohérences dans les informations retranscrites :

- épandage des 20/09/22 et 25/02/23 réalisés par Cédric GAGNAUD sur l'îlot n°2, cet îlot ne figure pas dans le plan d'épandage ;

- épandage du 01/06/23 réalisé par Gilles Buisson sur la parcelle de l'îlot 4 pour une surface de 3,36 ha alors que la parcelle de l'îlot PAC n°4 dans le plan d'épandage exploitée en culture ne dispose que d'une surface potentiellement épandable de 1,38 ha.

L'exploitant réalise tous les deux ans une analyse de lisier afin d'actualiser les quantités d'azote et de phosphore présentes dans le lisier et fiabiliser les plans de fumure des repreneurs (vu rapport d'essai 22-006786 du 25/03/22).

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Actions correctives demandées à l'exploitant :

- Disposer, au plus tard à la fin du chantier d'épandage, d'un bordereau cosigné avec le repreneur pour chaque épandage de lisier réalisé.

Délai : dès réception du présent rapport

- Détailler clairement sur les bordereaux de reprise du lisier le numéro d'îlot PAC de chaque parcelle réceptrice ainsi que la référence de l'îlot cultural pour les parcelles en zone vulnérable aux nitrates afin d'assurer une cohérence et une comparaison possible avec le plan d'épandage.

Délai : dès réception du présent rapport

N°7 : Stockage des effluents et émissions d'ammoniac

Références réglementaires :

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/302 DE LA COMMISSION du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

Thème(s) : IED

Prescriptions contrôlées :

MTD 16 : Réduction des émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier

MTD 18 : Réduction des émissions dans l'eau et le sol lors de la collecte, du transport par conduite et du stockage extérieur des effluents liquides en fosse et/ou en lagune

Constats :

Conforme. Ouvrages de stockage résistants. Capacité de stockage suffisante pour couvrir les périodes d'épandage interdite (7,8 mois de capacité de stockage).

Les deux fosses à lisier sont couvertes par une bâche souple. L'agitation des effluents liquides est réduite le plus possible. Présence d'un drain en dessous de la plus grande fosse avec un regard qui permet de vérifier son étanchéité.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

Annexe 1 planche photographique des constats effectués le 16/01/2024

Photo n°1

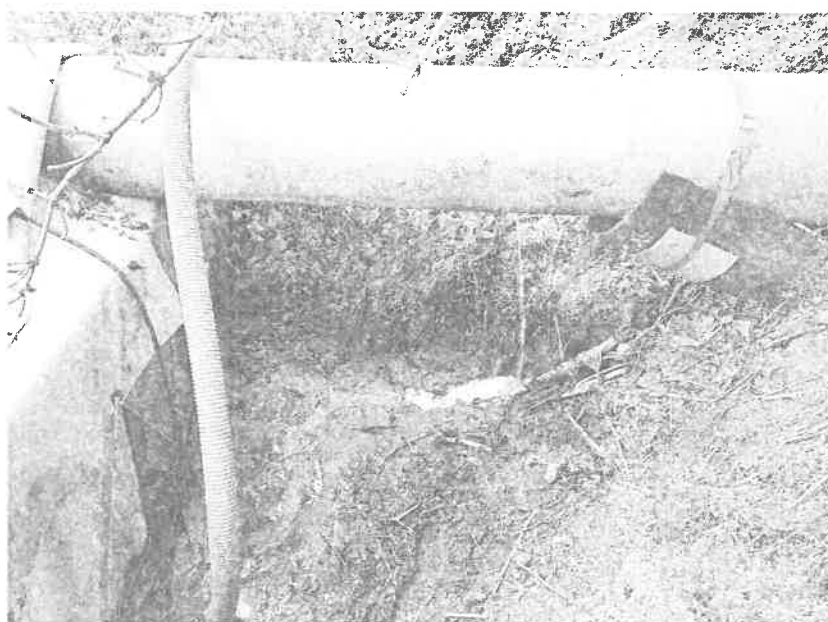


Photo n°2